



Norois

Environnement, aménagement, société

233 | 2014

Mobilité, santé et développement territorial : de nouveaux défis pour la gouvernance des territoires ruraux

Introduction

Sylvie Lardon, Émilie Jamet et Marie-Anne Lenain



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/5245>

DOI : 10.4000/norois.5245

ISBN : 978-2-7535-4127-6

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2014

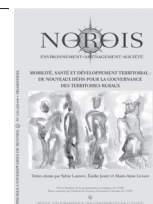
Pagination : 7-9

ISBN : 978-2-7535-4083-5

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Sylvie Lardon, Émilie Jamet et Marie-Anne Lenain, « Introduction », *Norois* [En ligne], 233 | 2014, mis en ligne le 20 décembre 2014, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/norois/5245> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.5245>



Introduction

Mobilité, santé et développement territorial, de nouveaux défis pour la gouvernance des territoires ruraux

Sylvie LARDON^{*a}, Émilie JAMET^a, Marie-Anne LENAIN^b

*Auteur correspondant

^a UMR Métafort, INRA/AgroParisTech, 9 avenue Blaise-Pascal, CS 20085 – 63 178 AUBIÈRE, France (emjamet@gmail.com) / (sylvie.lardon@agroparitech.fr)

^b Crefad Auvergne, INRA/AgroParisTech, 9 avenue Blaise-Pascal, CS 20085 – 63 178 AUBIÈRE, France

Les territoires ruraux se recomposent sous l'effet de la transformation des modes de vie, de l'émergence de nouvelles activités et de l'évolution des politiques publiques (David et Jousseume, 2008 ; Cognard, 2012 ; Pistre, 2012). Ces transformations à la fois sociales et spatiales se traduisent, entre autres, par un accroissement de la mobilité, l'apparition de nouvelles temporalités et de nouvelles exigences (discours) en matière de qualité de vie. Dans le cadre de ces dynamiques, de nouveaux rapports s'établissent entre les fonctions productives, résidentielles, récréatives et de conservation des territoires ruraux, qui modifient les interactions entre les activités (Perrier-Cornet, 2002 ; DATAR, 2003). Les politiques publiques prennent acte de ces transformations qui touchent en profondeur l'ensemble de la société française. Depuis la loi Voynet (1999) jusqu'aux lois Grenelle (2010) et celles sur les réformes des collectivités territoriales (2010), on assiste à la modification des processus d'organisation des acteurs et des institutions, et plus largement des modalités de gouvernance dans les territoires (Lardon *et al.*, 2008), qui influent sur l'élaboration des politiques publiques et leur évaluation et par

là même sur l'émergence de nouveaux modèles de développement des territoires ruraux.

Ces nouveaux modèles procèdent d'une triple rupture : celle du regard porté sur les territoires, celle des dynamiques en cours dans ces territoires et celle relative aux leviers d'actions pour les transformer. Quelles sont les dynamiques en cours dans les territoires ruraux, signes de nouvelles modalités de gouvernance ? Qui sont les acteurs du changement et comment accompagner leurs actions ? Entre incitations des politiques publiques territoriales et initiatives des individus et acteurs locaux, quels nouveaux acteurs émergent ? Comment accompagner les nouvelles dynamiques d'action territoriale ? C'est ce que les travaux de recherche interdisciplinaire présentés ici ambitionnent.

Ce numéro spécial aborde la question de la gouvernance des territoires ruraux par trois types d'actions : celles des politiques publiques, celles des habitants et celles des acteurs intermédiaires. Les politiques publiques territoriales sont porteuses de nouveaux regards sur les territoires ruraux. Les habitants expriment de nouvelles territorialités et inscrivent durablement leur marque dans les territoires.

De nouveaux acteurs interviennent, à des niveaux d'organisation intermédiaires. Peuvent-ils mettre en synergie le potentiel d'actions territoriales ? Et si tous contribuaient à cette nouvelle gouvernance rurale, quelles pourraient-être les formes d'organisation et les modalités d'accompagnement à concevoir ? Quelques pistes sont ici esquissées.

Les deux premiers articles s'intéressent aux modes d'habiter dans les territoires ruraux et à la mobilité des habitants. Que ce soit en géographie ou en psychologie, les études de cas montrent un fort ancrage territorial des individus, une diversité des récits de vie et une pluralité des modes de vie.

Laurie Guimond, dans son article « Vers une grille d'analyse de l'expérience géographique : cas-type dans la campagne au Québec » donne une grille de lecture des différentes façons de vivre à la campagne et des significations que lui confèrent ses habitants. L'expérience géographique rattache l'individu et les groupes aux conditions sociales qui déterminent leurs pratiques et leurs représentations, mais aussi leurs intérêts, leurs réseaux ainsi que leurs manières d'interagir et de se présenter et déborde ainsi sur les autres échelles du social. Sens des lieux, pratiques quotidiennes et habitus sont les clés de lecture des récits de vie des habitants. Milieux de vie et contexte de société structurent les façons d'habiter et de cohabiter dans la campagne.

Mélanie Gambino et Olivier Desmesure, dans leur article « Habiter les espaces ruraux : les enjeux des formes de mobilité des jeunes. Regard interdisciplinaire » explorent les pratiques de mobilité des jeunes dans les territoires ruraux, en France et en république d'Irlande, du double point de vue de la géographie et de la psychopathologie. Ils montrent que « l'habiter est un acte complexe et ne se réduit pas à une simple occupation des lieux. Il implique à la fois des comportements, habitudes, sentiments, représentations qui se matérialisent dans les pratiques des jeunes ». La façon dont les jeunes habitent les territoires ruraux relève de logiques de circulation, d'ancrage ou d'errance. Elles sont à contretemps des politiques publiques actuelles qui misent plus sur les équipements et les dispositifs que sur l'accompagnement des jeunes dans une relation éducative et leur intégration dans le monde adulte et le territoire rural.

Les relations entre les comportements des individus et les politiques publiques mises en œuvre met-

tent en évidence des contradictions, des décalages, parfois des synergies. Des acteurs intermédiaires émergent. Ils contribuent au repérage de potentiels de développement.

Émilie Jamet, Patrice LeBlanc et Sylvie Lardon, dans leur article « Mobilités des jeunes adultes et politiques d'accueil dans les territoires ruraux. Études de cas en France et au Québec » caractérisent les interactions qui existent aujourd'hui entre parcours migratoires des jeunes adultes, dynamiques locales et actions publiques territoriales. L'étude de parcours migratoires de jeunes adultes permet de comprendre les processus de mobilité résidentielle des jeunes adultes. En retour, cela interroge la façon dont les politiques d'accueil et de mobilité dans les territoires ruraux peuvent accompagner localement ces processus. Ainsi ces politiques peuvent être associées à des initiatives visant à développer chez les jeunes adultes des apprentissages liés aux mobilités pour mieux contribuer aux dynamiques des territoires.

Adelaïde Hamiti, dans son article « Territorialisation des soins primaires : initiatives des collectivités et des professionnels de santé sur le Massif central pour une autre gouvernance » instruit plus en avant cette question. Sur la problématique de la santé dans les territoires ruraux, de plus en plus d'actions sont menées, en particulier la création de maisons et de pôles de santé. Ces initiatives offrent un cadre nouveau de coordination entre les collectivités locales et les professionnels de la santé. Il y a une nécessité de dialogue mutuel, qui s'ajoute au défi de coopération intercommunale et politique pour les élus et celui de collaboration interdisciplinaire pour les professionnels de la santé. Des acteurs intermédiaires, tels que les Pays et cabinets de conseil, prennent alors un rôle prépondérant pour la construction de stratégies et actions locales innovantes.

Si l'on parle de territoires de projets, on pourrait parler aussi de politiques « de projets ». Ce serait des politiques qui impulsent des projets, les facilitent, les accompagnent, sans imposer de vision globale inadaptée à la spécificité des territoires, mais en portant des orientations ambitieuses.

L'article de Sylvie Lardon, Johan Milian, Salma Loudiyi, Patrice Le Blanc, Laurence Barthe et François Taulelle, « Du potentiel à l'action : la gouvernance territoriale des pôles d'excellence rurale »,

pose un cadre d'analyse de la gouvernance des territoires ruraux. Il s'appuie sur un dispositif particulier, celui des pôles d'excellence rurale, pour identifier s'ils ont permis des formes innovantes de gouvernance des territoires ruraux. Les auteurs montrent que le dispositif d'appel à projets, mettant en compétition les territoires pour faire reconnaître leur excellence, n'a pas vraiment fonctionné comme attendu par la DATAR, en produisant systématiquement du développement territorial. Pour autant, des formes nouvelles de coordination d'action ont été expérimentées au niveau des territoires, s'agissant pour les acteurs institutionnels de conforter les initiatives locales sans les étouffer ou les contrôler, et pour les acteurs locaux de savoir coordonner leurs actions et faire appel aux acteurs institutionnels aux moments clés de leurs projets. Ces nouveaux rapports entre acteurs institutionnels et acteurs locaux mettent en évidence l'intérêt d'une réflexion sur la mise en œuvre d'une gouvernance multi-niveaux. Elle passe par l'invention d'une diversité de formes d'organisation qui valorisent le potentiel de développement des territoires.

Nous sommes maintenant à un moment charnière dans la construction de démarches d'accompagnement du développement territorial (Angeon *et al.*, 2014). De nouvelles interrogations s'ouvrent, en particulier sur les formes d'action territoriales et le niveau d'organisation par lequel les aborder. Les métiers évoluent, en particulier ceux des acteurs

intermédiaires qui font ce lien entre les politiques publiques et les initiatives locales. Une nouvelle ingénierie territoriale est à inventer, qui requiert tant la participation des acteurs que l'apport théorique et méthodologique de la recherche.

Bibliographie

- ANGEON V., LARDON S., LEBLANC P., 2014. *Formation et apprentissage collectif territorial – Compétences et nouvelles formes de gouvernance territoriale*, Tome 1, Paris, L'Harmattan, coll. « Administration et Aménagement du Territoire », 220 p.
- COGNARD F., 2012. Les nouveaux habitants dans les régions rurales de moyennes montagnes en France : de la recomposition sociale au développement territorial?, *Revue Canadienne des Sciences Régionales*, 2012, 34(4), p. 177-188 [<http://www.cjrs-rcsr.org/Volume34-4.htm>].
- DATAR, 2003. *Quelle France rurale pour 2020? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*, Paris, La Documentation française, 64 p.
- DAVID O., JOUSSEAUME V., 2007. Introduction : éléments pour une nouvelle géographie des campagnes, *Norois*, 202, p. 7-8.
- LARDON S., CHIA É., REY-VALETTE H. (dir.), 2008. Outils et dispositifs de la gouvernance territoriale, *Norois*, n° 209, 4, 177 p.
- PISTRE P., 2012. *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 7, 420 p.
- PERRIER-CORNET P. (dir.), 2002. *Repenser les campagnes*, Bibliothèque des territoires. Éditions de l'Aube-DATAR, 280 p.